

PLAN POUR LA REPRISE ET LA **RÉSI-** LIENCE DE LA **BELGIQUE**

ENSEMBLE, PROJETONS
LA BELGIQUE DANS L'AVENIR.



Financé par
l'Union européenne
NextGenerationEU

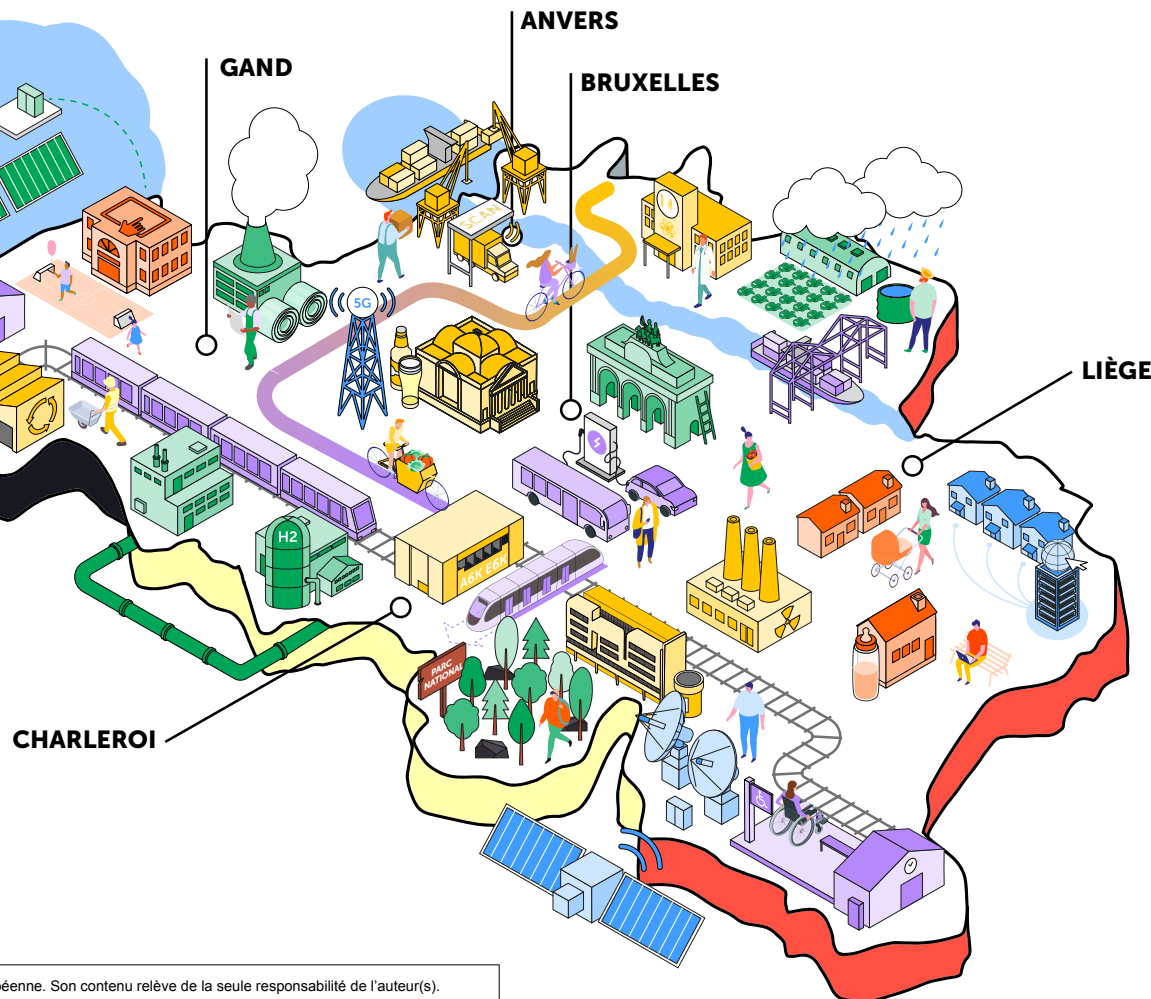
.be

LE PLAN POUR LA REPRISE ET LA RÉSILIENCE DE LA BELGIQUE

L'objectif du Plan pour la Reprise et la Résilience de la Belgique est de stimuler la croissance économique, de créer des emplois et d'accroître la résilience du pays.

Le Plan est structuré autour de 5 axes stratégiques:

- 1 Durabilité
- 2 Digitalisation
- 3 Mobilité
- 4 Société
- 5 Économie et innovation



— Cette brochure a été réalisée avec le soutien financier de l'Union européenne. Son contenu relève de la seule responsabilité de l'auteur(s). Les opinions exprimées ne sauraient en aucun cas être interprétées comme reflétant l'opinion officielle de l'Union européenne.
 — Le projet est financé par l'Union européenne via l'Instrument d'appui technique, géré par la Direction générale de l'appui à la réforme structurelle de la Commission européenne.

Source: Cabinet du Secrétaire d'État pour la Relance et les Investissements stratégiques



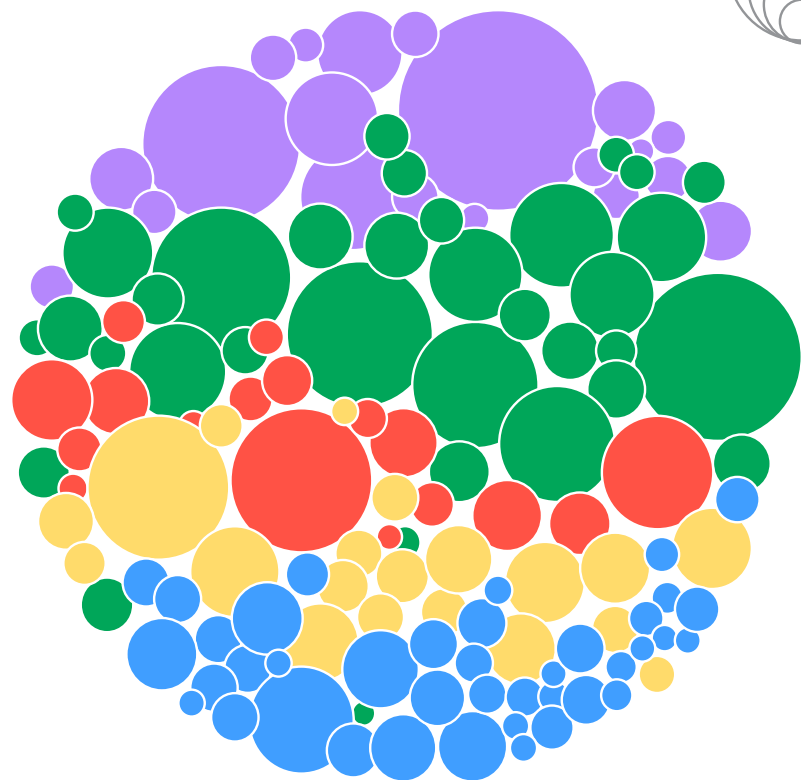
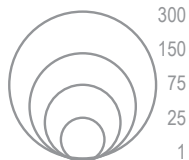
LA FACILITÉ POUR LA REPRISE ET LA RÉSILIENCE EUROPÉENNE

La facilité pour la reprise et la résilience (FRR) est une initiative de la Commission Européenne pour répondre aux défis économiques et sociaux à la suite de la pandémie de COVID-19. Il s'agit d'un élément central du plan de relance NextGenerationEU ayant un budget total s'élevant à **723 milliards** d'euros*. Chaque état-membre est responsable de son propre Plan de relance et de résilience. Cette brochure fournit un aperçu de la mise en œuvre du Plan belge.

* Selon le règlement RRF, 723 milliards d'euros représentent le montant maximum des subventions RRF (338 milliards d'euros) et des prêts RRF (385 milliards d'euros).

LE PLAN EN CHIFFRES

BUDGET EN MILLIONS D'€



DURABILITÉ

1978,04 MILLIONS D'EUROS – 37%

DIGITALISATION

570,71 MILLIONS D'EUROS – 11%

MOBILITÉ

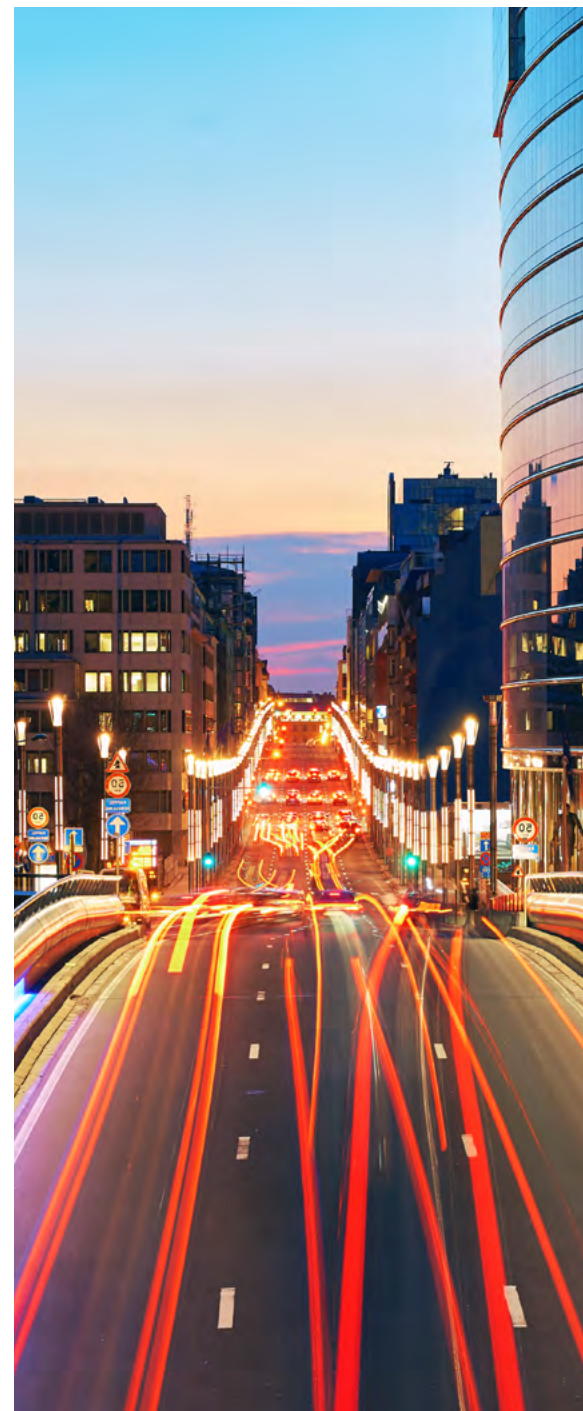
1177,64 MILLIONS D'EUROS – 22%

SOCIÉTÉ

753,12 MILLIONS D'EUROS – 14%

ÉCONOMIE ET INNOVATION

811,48 MILLIONS D'EUROS – 15%



€5,3

milliards d'euros
de budget belge



€723

milliards d'euros
de budget européen



119

investissements
et 40 réformes



51%

des dépenses appuient
les objectifs climatiques



27%

des dépenses favorisent
la transition digitale

DURABILITÉ

CROISSANCE DURABLE

CE PILIER MET L'ACCENT SUR LA PROMOTION DE LA DURABILITÉ ET LA LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE. IL COMPREND DES PROJETS DANS LES DOMAINES DES ÉNERGIES RENOUVELABLES, DE L'EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE, DU CLIMAT ET DE LA PRÉSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ.

Construction d'une île énergétique et de panneaux solaires flottants

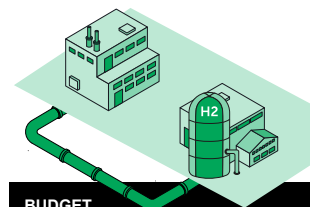
Le projet a pour objectif de construire une plate-forme énergétique offshore dans la partie belge de la mer du Nord. La plate-forme énergétique devra relier au moins 3,15 GW d'énergie éolienne offshore au réseau électrique terrestre. De plus, elle facilitera l'intégration et l'importation d'énergie renouvelable dans et autour de la mer du Nord en se connectant à d'autres pays ou régions. Le projet comprend également la construction d'un modèle de démonstration pour des panneaux solaires flottants afin de développer cette technologie à grande échelle en mer du Nord.



BUDGET
112.500.000 €

AUTORITÉ RESPONSABLE
Gouvernement fédéral

OBJECTIF FINAL
5 hectares de surface utilisable, prête pour les câbles d'interconnexion offshore avec la zone éolienne offshore Princesse Elisabeth, ainsi qu'un modèle de démonstration à grande échelle de panneaux solaires flottants installés et opérationnels avec une capacité comprise entre 1 et 5 MW.



BUDGET
95.000.000 €

AUTORITÉ RESPONSABLE
Gouvernement fédéral

OBJECTIF FINAL
150 kilomètres de pipeline supplémentaires pour l'H2

Branche industrielle et construction d'un réseau pour l'H2

Cet investissement comprend le développement d'un réseau de transport d'hydrogène, avec une attention particulière portée sur les principaux pôles industriels de la Flandre (Anvers, Gand), de la Wallonie (Hainaut, Liège) et de Bruxelles. Les projets à réaliser seront déterminés sur la base d'une validation des besoins du marché et feront partie d'un projet européen d'intérêt commun transfrontalier plus large sur l'hydrogène, tel que prévu dans le cadre des Projets d'Intérêt Européen Commun ("IPCEI"). Pour diverses raisons, telles que l'efficacité des coûts et la prévention des déchets, le plan consiste à adapter les infrastructures existantes de gaz naturel inutilisées.

Un Blue Deal pour une gestion résiliente de l'eau

Le Blue Deal vise à changer la manière dont l'eau est gérée en Flandre en mettant l'accent sur la rétention maximale de l'eau. La Flandre connaît une faible disponibilité en eau et est particulièrement vulnérable à la sécheresse, principalement en raison de l'urbanisation importante et de l'imperméabilisation des sols. Une nouvelle approche est donc nécessaire. Le Blue Deal se concentre tant sur la restauration de la nature humide que sur la création d'un réseau durable d'éléments de paysages et de routes non revêtues afin d'augmenter la disponibilité de l'eau et réduire l'impact du changement climatique. L'utilisation durable de l'eau et la fermeture des cycles de l'eau sont également des aspects importants du Blue Deal. Le projet se déroule du premier trimestre 2021 au troisième trimestre 2026.



BUDGET
190.130.000 €

AUTORITÉ RESPONSABLE
Flandre

OBJECTIF FINAL
Réalisation de 41 projets Blue Deal visant à renforcer la résilience contre la sécheresse avec une couverture totale de 2.255 hectares, la construction de quatre installations de pompage et la restauration de quatre écluses, ainsi que la mise en oeuvre opérationnelle d'un réseau de surveillance intelligent de l'eau et de projets circulaires de l'eau.





DIGITALISATION

Développement d'un institut IA

Cet investissement va favoriser l'utilisation de l'IA centrée sur l'humain dans des domaines tels que la santé et le bien-être, l'environnement, la mobilité, l'énergie, les médias ainsi que la démocratie, afin de soutenir la transition durable et numérique. Il garantit que les intérêts sociétaux et individuels soient pris en compte dans les processus de recherche sur l'IA, l'innovation et leur mise en œuvre. L'institut FARI (Institute for AI for the Common Good) de Bruxelles servira de pont entre les universitaires, les entreprises, les décideurs politiques et les citoyens. Les services incluent le soutien à l'aménagement urbain et à la participation citoyenne au niveau de la ville grâce aux jumeaux numériques.

BUDGET
9.910.000 €

AUTORITÉ RESPONSABLE
Région de Bruxelles-Capitale

OBJECTIF FINAL
Trois services d'IA fournis par l'Institut FARI aux gouvernements locaux, à savoir le support pour les jumeaux numériques, la formation et les activités de conseil liées aux services citoyens (comme la participation).

LE PROGRÈS NUMÉRIQUE

CE PILIER VISE À ACCÉLÉRER LA DIGITALISATION DE L'ÉCONOMIE ET DE LA SOCIÉTÉ. IL COMPREND DES PROJETS LIÉS À L'INFRASTRUCTURE NUMÉRIQUE, AU DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES NUMÉRIQUES ET À LA NUMÉRISATION DES SERVICES PUBLICS.



Déploiement de la fibre optique

Cet investissement va financer le déploiement de la fibre optique dans 35 parcs d'activités économiques publics de la Région wallonne par la Sofico, là où de tels investissements ne sont pas considérés comme financièrement rentables, dans le but d'atteindre une couverture à 100% en fibre optique pour tous les parcs d'activités économiques publics de la Région wallonne.

BUDGET
15.000.000 €

AUTORITÉ RESPONSABLE
Wallonie

OBJECTIF FINAL
Déploiement de la fibre optique dans les 35 parcs d'activités économiques de la région.

Introduction de la 5G en Belgique

Cette réforme met l'accent sur la mise en œuvre nationale des réseaux fixes et mobiles à haut débit. Elle soutient les ambitions européennes visant à fournir une connexion internet de 100 Mbps à chaque ménage d'ici 2025, à avoir une couverture 5G ininterrompue dans toutes les zones urbaines et sur tous les axes routiers principaux, ainsi que de fournir aux acteurs socio-économiques clés dépendants des technologies numériques un accès à une connectivité gigabit. La réforme se concentre sur 4 projets en Belgique, à savoir la cartographie de la couverture du réseau, le soutien au déploiement, la stimulation des investissements dans les zones blanches et la création de support pour la fibre et la 5G.



AUTORITÉ RESPONSABLE
Gouvernement fédéral et les trois régions

OBJECTIF FINAL
Révision des cadres législatifs régionaux pour les normes de radiation, sur la base des recommandations des comités et commissions compétents.





MOBILITÉ

Construction de pistes cyclables

Ce projet vise à l'amélioration de la sécurité des cyclistes par l'extension et le renouvellement de l'infrastructure cyclable. Il promeut la mobilité durable et crée des environnements urbains plus agréables à vivre. Cela comprend la construction de 40 km de nouvelles pistes cyclables et le réaménagement de 365 km de pistes cyclables existantes. L'objectif principal est d'augmenter la part des modes de transport durables à 40% en Flandre et à 50% à Anvers, Gand et dans la "Vlaamse Rand". La part du vélo dans les moyens de transports utilisés pour se rendre au travail était en 2020 de 18% en Flandre, l'objectif étant de l'augmenter à 20% d'ici 2025.



EN ROUTE VERS UNE MEILLEURE MOBILITÉ

L'ACCENT EST MIS SUR L'AMÉLIORATION DE LA MOBILITÉ EN CONNECTANT DIFFÉRENTES RÉGIONS ET EN PROMOUVANT UN TRANSFERT MODAL QUI CONSIDÈRE À LA FOIS LES PERSONNES ET L'ENVIRONNEMENT. EN 2020, LE SECTEUR DES TRANSPORTS REPRÉSENTAIT UN QUART DES ÉMISSIONS TOTALES DE GAZ À EFFET DE SERRE DESQUELLES PLUS DE LA MOITIÉ ONT ÉTÉ GÉNÉRÉES PAR LE TRAFIC ROUTIER.

POUR RÉPONDRE À CELA, UN EFFORT EST FAIT SUR L'ÉLECTRIFICATION DES VÉHICULES ROUTIERS. DE PLUS, DES INVESTISSEMENTS SONT ÉGALEMENT RÉALISÉS DANS LES FORMES DE MOBILITÉ ACTIVES, COMME LE VÉLO ET LES TRANSPORTS EN COMMUN, LES TRAINS, LES TRAMS ET LES BUS. CES MESURES CONTRIBUENT DIRECTEMENT À UNE CROISSANCE DURABLE ET À UN CADRE DE VIE AMÉLIORÉ.



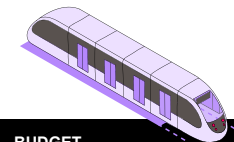
BUDGET
210.910.000 €

AUTORITÉ RESPONSABLE
Flandre

OBJECTIF FINAL
405 km: 40 km de nouvelles pistes cyclables et 365 km de pistes cyclables existantes réaménagées.

Expansion du réseau ferroviaire et rénovation des gares.

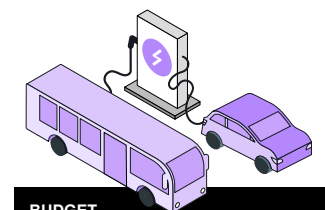
L'objectif du plan "Boost for Rail" est d'améliorer rapidement l'attractivité du rail par des investissements ciblés sur la sécurité, la fiabilité, la ponctualité et l'accessibilité du système ferroviaire. Le rail est un pilier important dans le développement d'un réseau de transport durable. Cependant, le réseau ferroviaire belge nécessite des investissements pour améliorer ses performances et rivaliser avec le transport routier et aérien. Le projet comprend, entre autres, le renouvellement accéléré des infrastructures, l'adaptation du réseau de transport de marchandises, l'amélioration des connexions internationales, l'augmentation de la capacité à Bruxelles et la numérisation de la planification et de la gestion du trafic.



BUDGET
340.010.000 €

AUTORITÉ RESPONSABLE
Gouvernement fédéral

OBJECTIF FINAL
59 travaux (achever 57 projets pour améliorer l'infrastructure ferroviaire, expansion avec 6.000 places de stationnement pour vélos et rendre 5 stations accessibles).



BUDGET
44.300.000 €

AUTORITÉ RESPONSABLE
Région de Bruxelles-Capitale

OBJECTIF FINAL
59 bus entièrement électriques.

Bus électriques

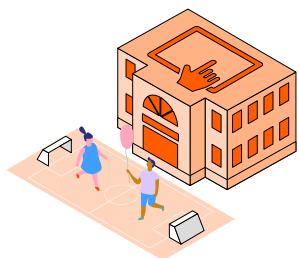
Suite au covid, les utilisateurs ont adopté de nouvelles habitudes de transport, comme la hausse de l'utilisation de voitures. Afin de pouvoir répondre aux attentes des usagers recherchant des modes de transports éco-responsables, la STIB-MIVB développe un réseau de bus dotés d'une technologie "bus propres". La Région de Bruxelles-Capitale confirme l'abandon progressif de l'utilisation de bus diesel au plus tard pour 2030 et de l'essence et du GPL au plus tard en 2035. La STIB-MIVB va investir dans l'achat de 24 bus électriques standards et 35 bus électriques articulés. Ces bus seront opérationnels d'ici mi-2026.



SOCIÉTÉ

TOUS À BORD

LA CRISE QUE NOUS AVONS TRAVERSÉE A MIS SOUS PRESSION NOS SYSTÈMES ÉDUCATIFS ET A EXACÉRBER LE SYSTÈME POUR LES GROUPES LES PLUS VULNÉRABLES, AFFECTANT AINSI LA COHÉSION SOCIALE AU SEIN DE NOTRE PAYS. LES RÉFORMES ET LES INVESTISSEMENTS DANS CE DOMAINE VISENT À ACCROÎTRE L'EMPLOYABILITÉ DES GROUPES LES PLUS VULNÉRABLES ET À RÉDUIRE LES INÉGALITÉS NUMÉRIQUES, DANS UN CONTEXTE DE NUMÉRISATION CROISSANTE DE L'ÉCONOMIE ET DE LA SOCIÉTÉ.



Stratégie numérique pour l'enseignement supérieur et la promotion sociale

Ce projet vise à relever les défis dans l'enseignement supérieur et la promotion sociale par le progrès numérique. L'objectif est de rendre à la fois les enseignants et les étudiants plus résilients en utilisant des ressources d'apprentissage numériques et des modalités pédagogiques flexibles. Les défis dans l'enseignement supérieur incluent la fracture numérique et le déclin du niveau des jeunes. Dans l'enseignement de promotion sociale, de nombreux étudiants n'ont pas accès à des ordinateurs et la compétence numérique des enseignants est faible. Le projet vise à atteindre au moins 40% des institutions de la communauté française, en accordant une attention particulière aux groupes socioéconomiques vulnérables.



BUDGET
24.440.000 €

AUTORITÉ RESPONSABLE
Fédération Wallonie-Bruxelles

OBJECTIF FINAL
77 institutions de promotion sociale, d'éducation et d'enseignement supérieur ont reçu des fonds pour moderniser leur infrastructure informatique.

Rénovation énergétique des logements sociaux en Flandre.

La stratégie de rénovation flamande vise à réduire de 75% la consommation d'énergie des bâtiments résidentiels d'ici 2050 et à rendre les bâtiments non résidentiels neutres en émissions carbone. Le Plan pour la Reprise et la Résilience prévoit des subventions pour les sociétés de logements sociaux et au Fonds flamand du logement pour accélérer les rénovations énergétiques des logements sociaux locatifs. Ces mesures stimulent le secteur de la construction et permettent d'obtenir des logements sociaux locatifs plus économes en énergie avec des coûts énergétiques réduits pour les locataires.

BUDGET
80.970.000 €

AUTORITÉ RESPONSABLE
Flandre

OBJECTIF FINAL
Environ 4.500 logements sociaux locatifs seront rénovés énergétiquement en Flandre.



Création de nouvelles places en crèche

En Wallonie, environ 80% des crèches subventionnées existantes ont besoin d'une rénovation énergétique. Il y a également une pénurie de places en crèche disponibles, ce qui entrave les possibilités d'emploi et d'éducation, principalement pour les femmes, en particulier les mères célibataires. Pour répondre à ces problèmes, de nouvelles places en crèche sont créées et les installations existantes sont rénovées. Il y aura 3.505 nouvelles places subventionnées et 1.960 places non subventionnées créées. De plus, 5.879 places seront rénovées. L'accent est mis sur les enfants de 0 à 3 ans issus de milieux sociaux divers, avec une attention particulière accordée aux groupes vulnérables.



BUDGET
61.400.000 €

AUTORITÉ RESPONSABLE
Wallonie

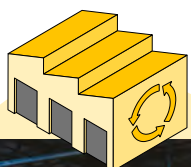
OBJECTIF FINAL
Création ou rénovation de 1.700 places en crèche



ECONOMIE ET INNOVATION

LA FORMATION ET LA RECHERCHE COMME MOTEURS

LA REPRISSE ET LA RÉSILIENCE DÉPENDENT DU DYNAMISME DE NOTRE ÉCONOMIE, LEQUEL REPOSE SUR UN FONCTIONNEMENT OPTIMAL DE NOTRE MARCHÉ DU TRAVAIL ET SUR NOTRE CAPACITÉ À INNOVER ET À DÉVELOPPER DE NOUVELLES MANIÈRES DE PRODUIRE.



Branche industrielle pour le développement de l'économie circulaire

Avec ce projet de pôle de recyclage, le gouvernement flamand vise à transformer l'économie linéaire et à réduire la perte de valeur des déchets. L'objectif est de réaliser au moins six investissements dans de nouvelles installations de recyclage, permettant le recyclage local et la circularité. Cela comprend la création d'un pôle de recyclage en Flandre pour les déchets commerciaux et ménagers.



BUDGET
30.000.000 €

AUTORITÉ RESPONSABLE
Flandre

OBJECTIF FINAL
6 installations



BUDGET
85.800.000 €

AUTORITÉ RESPONSABLE
Wallonie

OBJECTIF FINAL
25.000 mètres carrés



Centre de formation technologique A6K-E6K

Le centre de formation technologique A6K-E6K à Charleroi, propose des solutions face aux défis du marché du travail en Wallonie. Il offre une éducation numérique et technologique, un soutien aux PME en changement technologique et stimule les projets d'innovation dans la transition énergétique et l'industrie 4.0. Le centre rassemble les connaissances technologiques de l'industrie, des universités et des centres de recherche pour promouvoir la création de valeur ajoutée. Il propose également des programmes d'incubation de start-up pour les jeunes entreprises et met l'accent sur l'éducation STEM pour combler les postes vacants et réduire les pénuries de main-d'œuvre.

Médecine nucléaire

Cet investissement se concentre sur deux actions majeures visant à soutenir la sécurité de l'approvisionnement de deux des radio-isotopes les plus prometteurs en médecine nucléaire pour le traitement du cancer - 177Lu et 225Ac. La première action aborde le besoin d'une nouvelle infrastructure au SCK CEN (Centre d'étude de l'énergie nucléaire belge), nécessaire afin d'augmenter l'approvisionnement en 177Lu, tout en tenant compte les besoins futurs, devant passer de 16.000 patients en 2020 à 138.000 patients en 2026 au sein de l'UE. L'objectif principal de la deuxième action est de mener une étude visant à combler l'écart entre les technologies existantes et les besoins identifiés afin de permettre la production à grande échelle du radio-isotope 225Ac.



BUDGET
15.000.000 €

AUTORITÉ RESPONSABLE
Gouvernement fédéral

OBJECTIF FINAL
L'infrastructure nécessaire pour le radio-isotope 177Lu est construite et est opérationnelle. Le rapport de faisabilité permettra la production à grande échelle de 225Ac.



<https://nextgenbelgium.be>



Financé par
l'Union européenne
NextGenerationEU



.be